

## Pour le médiateur ougandais, le dialogue continuera

RFI, 19-07-2015 Les pourparlers politiques suspendus au Burundi Ce dimanche au Burundi devait s'ouvrir la quatrième journée de négociations sous l'égide de la médiation ougandaise. Mais aucun représentant du camp präsidentiel ne s'est présenté ce matin, ni le gouvernement, ni le parti au pouvoir ni ses alliés. Le thème des discussions du jour devait être le calendrier électoral, à deux jours d'un scrutin präsidentiel contesté. Une politique de chaise vide qui avait été plus ou moins annoncée samedi soir par le ministre de l'Intérieur. Interrogé sur la reprise des discussions ce matin, la reprise annoncée par la médiation, Edouard Nduwimana avait expliqué que sa déléégation aura d'autres obligations, comme la désignation des administrateurs communaux, la messe et obligations sociales. C'est le gouvernement qui avait demandé hier une suspension de session pour pouvoir procéder à des consultations. Les deux ministres présents disaient avoir découvert l'existence d'un document pourtant publié il y a plusieurs jours et auquel le camp präsidentiel faisait référence dans les débats. Un document signé par plusieurs partis d'opposition appelant à l'organisation d'une réunion de forces d'opposition de l'Intérieur et de l'extérieur, à Arusha. Une déclaration également pour annoncer la création prochaine d'un conseil national pour la restauration de l'Accord d'Arusha, accord qui a mis fin à la guerre civile dans le pays. La phrase que prononce le gouvernement dit ceci : « Le conseil saura pleinement jouer le rôle qui lui incombe comme garant de la légalité et des institutions ». C'est la preuve qu'ils poursuivent leur entreprise putschiste, disaient plusieurs membres du camp präsidentiel. Pour l'opposition, il est clair, le gouvernement n'avait aucune intention de discuter et continue son forcing électoral. Le dialogue continuera La médiation ougandaise s'est exprimée en début d'après-midi lors d'une conférence de presse. Le ministre de la Défense ougandais dit avoir essayé de joindre la partie gouvernementale en vain. Crispus Kiyonga avait pourtant donné rendez-vous à toutes les parties ce dimanche matin. « Nous devons laisser une chance au gouvernement, peut-être que ici la fin de la journée, il va nous expliquer », a-t-il poursuivi. Le ministre burundais des Affaires étrangères aurait tenté de rejoindre le médiateur ougandais à l'aéroport pour « lever le malentendu », a-t-on appris de sources gouvernementales. Par ailleurs, le ministre ougandais de la Défense a rappelé dans sa conférence de presse, que la veille, le ministre burundais de l'Intérieur avait brandi un document signé par l'opposition, un document qui annonce la création prochaine d'un conseil national pour la restauration des accords d'Arusha. « Pour moi, oui, il y a quelques phrases provocatrices, mais rien qui ne devrait arrêter le dialogue », explique-t-il. Crispus Kiyonga en a donc profité pour passer un message : il faut être tolérant, tout se discute. Pour le médiateur ougandais, il n'y a pas d'obstacle. « Pour les négociations, le dialogue continuera, a-t-il précisé - et sur tous les sujets, y compris les élections et le troisième mandat du präsident Nkurunziza. L'opposition est dite d'actualité mais pas surprise de l'attitude du camp präsidentiel qui a toujours voulu concourir sans opposition ». Pierre Claver Mbonimpa, figure de la société civile, parlait d'un mauvais exemple donné à la population. Un diplomate occidental se disait ce matin très inquiet pour l'avenir du pays.